

**ALGER**

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Hogra-sans-nom-a-Sonatrach-60.html>

# Hogra sans nom à Sonatrach : 60 employées de la crèche « Saint-Michel » mises à la porte et « sous-traitées » au bénéfice d'un gros bonnet

Date de mise en ligne : samedi 8 juin 2013

- Luittes sociales en Algérie -

## Description :

A Sonatrach, les scandaleuses affaires de corruption en connivence avec de grosses multinationales étrangères qui font la *Une* de nombreux journaux depuis des mois et qui impliquent de hauts responsables de l'entreprise et de membres du gouvernement, ne semblent pas freiner les ardeurs de ses responsables dans l'application de mesures scélérates contre les travailleurs, surtout les femmes.

---

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

---

C.P.

08.06.13

**A Sonatrach, les scandaleuses affaires de corruption en connivence avec de grosses multinationales étrangères qui font la Une** de nombreux journaux depuis des mois et qui impliquent de hauts responsables de l'entreprise et de membres du gouvernement, ne semblent pas freiner les ardeurs de ses responsables dans l'application de mesures scélérates contre les travailleurs, surtout les femmes.

**L'émotion est à son comble au sein des services sociaux de Sonatrach.**

La direction des affaires sociales vient de se livrer à une odieuse opération de « marchandage » d'employées de la crèche « Saint-Michel » d' El Biar, à Alger, au profit d'un retraité de l'armée, ancien haut gradé semble-t-il. 60 monitrices, agents d'entretien et gardiens ont été licenciées de façon illégale, en avril dernier, pour être mises en bloc à la disposition d'une société sous-traitante créée par ce personnage que tout le monde désigne avec crainte sous l'appellation de « *hadarat* ». C'est toute l'activité crèche qui passe sous son contrôle.

Le sous-traitant s'est « engagé » à reprendre les travailleuses mises à la porte à la condition qu'elles acceptent de renoncer à leurs droits sociaux et que leur salaire soit abaissé. **Trois « tarifs »** sont généreusement proposés par « *hadarat* » à celles qui se soumettent à son diktat : 7 000 dinars par mois pour celles qui percevaient avec Sonatrach un salaire de 20 000 dinars, 14 000 DA pour celles dont le salaire était de 30 000 DA, et la rue pour celles qui rejettent son « offre » !

A l'annonce de ces décisions, le monde s'est écroulé sous les pieds de ces femmes qui totalisent des années de labeur à Sonatrach. Du jour au lendemain, les responsables de Sonatrach les ont plongées dans la misère la plus extrême. Beaucoup d'entre elles ont des enfants à nourrir et procurent l'essentiel des sources de subsistance de leur famille. Les protestations, les pleurs, les cris de détresse, le choc psychologique et les évanouissements ou la colère devant tant d'injustices et d'arbitraire, n'ont eu aucun effet sur les responsables de Sonatrach. Les délégués du syndicat maison n'ont pas réagi. A tous les niveaux de l'appareil de l'UGTA, c'est l'indifférence, la fuite devant les responsabilités ou les fausses promesses et les mensonges.

Il serait stupide de penser que cette opération obéit à une logique de « *bonne gestion* » économique puisqu'elle va coûter plus cher à la société. L'heureux bénéficiaire de cette sordide et révoltante opération va toucher entre 70 et 90 000 DA par employée « *sous-traitée* ». Le profit réalisé est facile à calculer.

Des textes interdisent formellement la pratique dite du « *marchandage* », mais les responsables n'en ont cure. En tous cas, elle ne permettra certainement pas d'éponger ou de récupérer les milliards de dollars volés à la Nation par les responsables corrompus de l'entreprise.

**En fait c'est une affaire d'enrichissement personnel pour ceux qui l'ont décidée et leurs amis. Elle s'inscrit en droite ligne dans le processus de brigandage du pays, à travers les petites et les grandes affaires de concussion et de pillage, devenues un sport que pratique depuis la libéralisation de l'économie chaque détenteur d'une parcelle de pouvoir pour s'enrichir, acheter une luxueuse voiture, construire une grosse villa ou placer l'argent extorqué dans un compte à l'étranger.**

C.P.  
08.06.13